

## Ministère de la Culture

CFDT

CFTC

CGT

FSU

SUD

UNSA

### **Du passage en force à la répression syndicale, quand le pouvoir aux abois brandit le bâton**

On peut comprendre que le gouvernement, le ministre et son cabinet n'apprécient guère la mobilisation intersyndicale des Archives nationales contre la Maison de l'histoire de France (MHF). Il est vrai que ce mouvement tenace a eu le grand mérite de mettre en exergue le caractère idéologique pour le moins contestable voire dangereux de ce projet.

Ce projet, LE projet culturel du Président Sarkozy, rencontre aujourd'hui une très large et très vive opposition.

Certainement exaspéré et cédant quelque peu à la panique devant les échéances électorales qui se rapprochent, l'Elysée a donné instruction au ministre de la culture et à son cabinet d'accélérer encore l'allure. C'est ainsi qu'un projet de décret instituant la MHF et mettant en cause 9 musées nationaux, dont 8 SCN, sera « présenté » dès la mi-octobre.

Et, bien sûr, pour faire passer ce texte en un temps record et avant peut-être que le gong ait sonné, il est préférable de mettre au pas les principaux responsables de l'intersyndicale des Archives. Ceci se traduit très concrètement par une procédure disciplinaire contre 3 de nos camarades de 3 organisations différentes, la CGT, la CFDT, la CFTC.

C'est un pouvoir affaibli et dont la légitimité s'amenuise de jour en jour qui, après avoir le plus souvent bafoué la démocratie sociale durant près de 5 ans, brandit désormais le bâton de la répression contre les militants et responsables syndicaux. Car il faut souligner que la situation de nos camarades des Archives nationales est loin de constituer un cas marginal. Elle s'inscrit dans un climat diffus d'intimidation dont témoignent plusieurs dossiers au CMN ou encore à l'INRAP.

Ces manœuvres politiques assez peu glorieuses et semble-t-il bien ancrées dans une conception très autoritaire du pouvoir comportent juste une faille importante : nous ne sommes pas prêts à céder au chantage et à la peur. Bien au contraire, tout ceci ne fait que renforcer notre détermination à résister et agir pour d'autres choix culturels. Les syndicalistes des Archives ou d'ailleurs injustement poursuivis et malmenés par des dirigeants politiques disqualifiés peuvent compter sur notre soutien sans faille.

La lutte continue !

Paris, le 28 septembre 2011